

N° 2.

Prix : 5 cent.

Jeudi 15 au Dimanche 18 juin.

JOURNAL PARAISSANT DEUX FOIS PAR SEMAINE, LE DIMANCHE ET LE JEUDI.

La Vérité.

Le Droit.

# BONNET ROUGE

## DRAPEAU DES SANS-CULOTTES.

Bureau rue des Vieux-Augustins, entrée rue du Petit-Reposoir, n° 2.

DEPOTS : rue des Boucheries Saint-Germain, 32, rue Saint-Denis, 217, rue Gu-le-Cœur, 4, et rue Pont-aux-Choux, 9.

**Avis aux crieurs.** — Le bruit a couru dimanche et lundi derniers que les vendeurs du journal le **BONNET ROUGE** avaient été inquiétés par la police ou arrêtés; il n'en est rien, et ce bruit n'est qu'une invention déloyale ou d'ennemis ou de rivaux.

**SOMMAIRE.** — Les aristocrates et le Journal le Bonnet rouge. — Énumération de nos principes et sommaire de notre théorie. — Réflexions et faits divers.

### Les aristocrates et le Journal le BONNET ROUGE.

Sans-Culottes,

Lorsque les grands citoyens qui marchaient à la tête du mouvement révolutionnaire de 93, Robespierre, Saint-Just, Couthon et leurs amis, tombèrent sous les coups d'une faction grossie un instant de tous les coupables qu'épouvantait la justice mise à l'ordre du jour, la Révolution recula épouvantée comme pour ne point passer sur les cadavres de ses plus purs et de ses plus héroïques enfants. La tyrannie revint à grands pas; les sans-culottes désormais sans chefs, désunis et trompés, ne firent plus que quelques efforts inutiles, et les restes ignorés et méprisés de la gironde, maîtres d'un pouvoir avili, préparèrent l'avènement de l'aristocratie bourgeoise qui pèse encore sur nous.

Depuis ce moment, les aristocrates de race et de comptoir, les modérés de toutes les nuances, les peureux et les bigots ont seuls tenu ou payé les plumes qui ont écrit sur notre première Révolution, et ils ont ainsi fabriqué cette tradition historique, pleine de calomnies et de haine, que défendait encore l'année dernière M. de Montalembert, et où nos pères, les sans-culottes, figurent comme les assistants du bourreau, vivant au pied des guillotines, avec un bonnet qui n'est devenu rouge que par le sang qui coulait de l'échafaud sur leurs têtes!

Citoyens, les calomnies ne sont pas encore effacées des pages falsifiées de notre histoire, et l'apparition du *Bonnet Rouge*, drapeau des Sans-Culottes, petit journal d'un prolétaire écrit pour ses amis, semble avoir suffi pour réveiller chez certaines gens les frayeurs puériles, les haines aveugles que les écrivains gagés de la réaction aristocratique ont attachées aux souvenirs de notre grande Révolution. Le bonnet rouge et les sans-culottes! Tous les aristocrates ont reconnu leurs ennemis, et à l'instant même une conspiration à-la-fois ridicule et violente s'est formée contre le Journal, par le seul concours des préventions et des répugnances qu'a soulevées son titre, et sans que les complices aient eu besoin de se chercher. On a menacé de la prison des enfants qui distribuaient notre Journal; on a brutalement signifié à nos vendeurs l'ordre de ne pas le crier par son titre. Enfin, on a fait courir le bruit mensonger qu'il avait été saisi, et que les crieurs qui le vendaient avaient tous été arrêtés.

Le but évident de ces petites manœuvres était d'empêcher la circulation du journal. Les aris-

tocrates n'y réussirent pas, et la raison en est simple. Ce n'est point, en effet, pour eux que nous écrivons, mais contre eux; ce n'est donc pas dans leurs rangs que nous cherchons des approbateurs, ni même des lecteurs. Les sans-culottes se chargeront sans doute d'assurer à notre journal, sinon des succès que nous n'ambitionnons pas, du moins une existence qui nous permette d'être continuellement en rapport avec eux, pour leur rappeler sans cesse leurs droits, leurs devoirs, s'il est nécessaire, pour défendre surtout en leur nom, et pour eux, la théorie de la souveraineté du peuple, et de la résistance légale à l'oppression. Cette théorie est celle qu'il leur importe le plus de connaître et d'avoir toujours présente à l'esprit, parce que tous les partis que jusqu'ici l'insurrection a portés successivement au pouvoir se sont efforcés aussitôt d'obscurcir les principes pour arriver à les nier dans leur application à ces partis mêmes, et parce que toujours, et aujourd'hui encore, l'oppression menace les prolétaires ou les atteint.

Sans-Culottes! nous comptons sur vos sympathies, et nous espérons que ni les manœuvres ni les calomnies des aristocrates n'empêcheront notre feuille de porter jusqu'à vous l'expression et les preuves de notre dévouement à la cause commune. Déjà nos libertés tournent la tête pour nous quitter, nos droits les plus précieux sont entravés ou violés, et nous aurons bientôt peut-être à exercer le plus terrible et le plus saint des devoirs. Patriotes, veillons, soyons unis, et tenons toujours haut le bonnet rouge, en avant, sur le chemin de la révolution.

### Énumération de nos principes et sommaire de notre théorie.

Nous avons dit dans le premier numéro de notre journal que la formule la plus générale de nos besoins et de nos vœux était : la République démocratique et sociale, c'est-à-dire la réalisation sincère des trois principes : *Liberté, Égalité, Fraternité*, avec le dogme de la souveraineté du peuple pour garantie et sanction de nos droits.

Voici l'énonciation des principes et le sommaire de notre théorie.

1° La liberté. — Dans le sens le plus étendu, la liberté est l'indépendance absolue de toute autorité autre que celle du droit; en d'autres termes, c'est le pouvoir de faire tout ce qui ne nuit pas aux droits d'autrui, en tant que ces droits sont déterminés, non par des lois positives qui peuvent être l'œuvre d'un tyran, mais par les lois que nous révèle l'exercice libre, complet et réfléchi de la raison. Donc, tout ce que la raison ne condamne pas, est et doit demeurer permis.

Ce principe est la source de ce qu'on appelle les libertés publiques, dont chacune constitue pour nous un droit précieux qu'il faut nous attacher à défendre. Les principales sont les suivantes :

La liberté individuelle, c'est-à-dire le droit de n'être arrêté ou détenu que dans le cas et selon

les formes déterminées par la loi, et hors de là, de repousser la force par la force;

La liberté absolue des manifestations de la pensée, sous quelque forme et par quelque moyen que ce puisse être, sauf la réparation du mal causé à la société ou aux individus par l'exercice inintelligent ou coupable de ce droit, d'après l'appréciation émanée d'un jury formé par la voie du sort;

La liberté illimitée de pétition, et surtout l'organisation sérieuse de l'exercice de ce droit;

La liberté de réunion dans les lieux privés ou publics, pour y délibérer sur les affaires intéressant l'universalité des citoyens, ou seulement une partie d'entre eux;

Enfin, la liberté d'association, qui est le droit de mettre en commun les volontés, les forces et les moyens des associés pour arriver à un but donné. Cette liberté est, à notre avis, la garantie de toutes les autres, puisqu'avec elle, toutes les autres ne pourraient nous manquer longtemps : elle est le *palladium* des sociétés nouvelles, et c'est par elle que vont se régénérer partout, en se transformant, l'ordre politique et l'ordre social des nations.

2° L'égalité. — Tous les hommes naissent et restent égaux en droits; parmi ces droits est celui de réclamer sans cesse la répartition équitable de tous les moyens de conservation, de perfectionnement et de bien-être que la nature a mis à la disposition de l'homme; l'État doit surveiller attentivement cette répartition, et l'opérer lui-même dans certains cas. En effet, si, au point de vue politique, la République est le gouvernement de tous par tous, elle est, au point de vue social, le gouvernement de tous pour tous, c'est-à-dire dans l'intérêt de tous. Il faut qu'on se mette bien dans l'esprit que la Révolution qui vient de s'accomplir n'est pas purement politique, mais qu'elle est principalement sociale. La liberté et l'égalité politiques ne sont, à vrai dire, que des moyens pour arriver à l'égalité sociale, qui est le but.

De ce principe découlent comme conséquences :

L'abolition de toutes les distinctions, même purement honorifiques : les talents et les vertus ont assez de l'éclat qui leur est propre, et dans un cœur républicain le civisme ne laisse point de place à la vanité;

L'admissibilité de tous les citoyens aux emplois publics : la naissance ou les richesses ne peuvent y donner aucun titre;

La répartition équitable de l'impôt, c'est-à-dire que l'impôt soit non-seulement proportionnel, mais progressif : sans cela, l'égalité n'est qu'apparente, et couvre une odieuse inégalité au profit du riche : et comme conséquence de cette idée, l'impôt sur les objets de luxe et l'affranchissement complet des objets de première nécessité;

L'instruction primaire, gratuite et obligatoire pour tous; l'instruction secondaire, publique, accessible à tous, mais facultative, avec l'obligation pour l'État de rechercher dans toutes les conditions les vocations qui viendraient à se révéler, et de les conduire à leur parfait dévelop-



pement. Il ne faut pas que l'inégalité des conditions se reflète jusque dans les fonctions sociales de la pensée, et que le génie des enfants du pauvre reste inculte et stérile comme sous les régimes anciens qui semblaient réserver cet indigne ménagement à la nullité orgueilleuse et à l'oisiveté déshonorante de la plupart des riches ;

L'organisation du travail, qui est le plus grand problème des sociétés nouvelles. Citoyens, tout le monde reconnaît sans doute à chacun le droit à vivre en travaillant. Cependant, aujourd'hui, si un citoyen n'a aucun autre moyen d'existence que son travail, et que l'ouvrage lui manque, il faut qu'il meure ou qu'il devienne criminel, ce qui revient évidemment à nier le droit à vivre, et nous rejette dans une absurdité. Pour en sortir, il faut s'empresse de consacrer non pas seulement le droit de travailler, mais le droit au travail, c'est-à-dire, le droit que chaque citoyen a d'exiger de la société dont il est membre qu'elle lui assure le travail permanent qui peut le faire vivre. Or, la société ne peut arriver à l'accomplissement de ce devoir que par l'organisation du travail : cette organisation est donc absolument nécessaire. Au point de vue des résultats immédiats, ou du moins très prochains, elle nous paraît devoir être la garantie, pour tout citoyen valide, d'un travail proportionné à ses forces, d'un salaire proportionné à son travail, et de plus, l'attribution au travailleur d'une part dans les bénéfices proportionnelle à la valeur que sa mise, mesurée par le temps employé au travail, représentera dans la valeur totale des produits communs.

Mais ce ne sont là que les bases d'une transaction du présent avec l'avenir. L'avènement de la justice exacte dans la répartition ne s'accomplira que lorsque les sociétés seront constituées de manière à supporter l'application du principe que les besoins seuls engendrent des droits, et les aptitudes des devoirs. Quant aux moyens d'arriver à la reconstitution nécessaire des sociétés anciennes, ils sont, d'après nous, à trouver : c'est le problème du siècle présent.

3<sup>e</sup> La fraternité. — Ce mot réveille l'idée d'un échange incessant de protection et de services entre des citoyens égaux et libres ; c'est l'association des sentiments ; l'État doit en être aujourd'hui l'organisateur. L'association, combinée avec l'assurance de chacun par tous les autres, contre les maladies et les désastres de toute sorte, fortuits ou immérités, introduira heureusement dans le domaine des faits, et par cela même dans les mœurs, la solidarité fraternelle, qui est le plus pur et le plus solide lien qui puisse rattacher les uns aux autres les membres d'une société véritablement républicaine. Les crèches, les salles d'asile, les caisses de retraite, les sociétés ouvrières connues aujourd'hui et le compagnonnage même, ne sont que des applications partielles et imparfaites de ces idées.

4<sup>e</sup> La souveraineté du peuple. — Elle est imprescriptible, inaliénable, et sans autres limites que la nécessité de conserver cette souveraineté même, et de la transmettre intacte aux générations futures à qui nous la devons. Le peuple ne peut donc ni l'aliéner ni l'engager par une charte ou autrement.

Les modes d'exercice de la souveraineté populaire sont : le suffrage universel et direct, et, dans le cas de violation des droits du peuple, l'insurrection pacifique ou armée selon la résistance du pouvoir oppresseur.

Comme il nous semble naturel que l'être collectif et complexe qu'on appelle un peuple crée lui-même et constitue les organes de sa vie politique et sociale, c'est-à-dire les pouvoirs publics, nous posons en principe l'action exclusive ou l'intervention, selon les cas, du pouvoir électoral dans l'attribution de tous grades, dignités ou fonctions publiques. C'est encore un exercice de la souveraineté.

Tels sont les principes à la défense desquels nous nous sommes dévoués. Nous mettrons à remplir notre tâche d'autant plus d'ardeur et de courage que ces principes, source de tous les droits des gouvernés et de tous les devoirs des gouvernants, seront plus menagés ou plus violés.

Nos efforts grandiront avec le péril qui déjà les menace.

Dans chacun des numéros de notre journal nous consacrerons autant que possible un article au développement de ces principes ; et, si les prolétaires, à qui notre journal est principalement destiné, nous font l'honneur de jeter avec quelque attention les yeux sur nos colonnes, ils y trouveront peut-être une préparation utile au progrès de leur éducation politique et sociale, et ils pourront y prendre les moyens de mesurer eux-mêmes les dangers de la République et le courage que la patrie demande à ses enfants. Qu'ils ne s'étonnent point de nous entendre parler ainsi de dangers et de courage. Les dangers sont proches, et le courage sera bientôt de mise plus que jamais. Quand les peureux que la révolution effrayait tant nous insultent comme s'ils étaient au lendemain d'une victoire, les patriotes, justement alarmés à leur tour, se demandent si nous sommes toujours en république et si nous n'avons pas déjà des tyrans !

### Reflexions et faits divers.

On nous rapporte qu'un individu assez bien mis, mais dont la désinvolture équivoque permettait à un œil même peu exercé de reconnaître un de ces personnages qui occupent dans les grandes maisons le premier degré de la hiérarchie des valets, distribuait mardi dernier, près du ministère des finances, des pièces de menue monnaie pour faire crier : *Vive Henri V !* En ayant pris une poignée dans le sac qu'il portait, il déclare à une quinzaine de gamins époumonnés qui se disputaient son argent, que tout ce qu'il a dans la main est à celui qui criera le plus fort. Un robuste gaillard se mêle au groupe, gagne le prix et l'empoche ; puis, saisissant tout à coup au collet le distributeur ébahi : *A ton tour, lui dit-il, tu vas crier : Vive la République ! ou recevoir vingt-cinq coups de pieds au... bas de l'échine.* (Le sans-culotte se servit d'une autre expression.) Le héros royaliste voulut se donner les honneurs de la résistance, mais l'autre commença aussitôt la distribution annoncée. Entre le second et le troisième coup, l'homme à la monnaie proféra le cri détesté, et prit la fuite de toutes ses forces, poursuivi par les gamins qui, au milieu des éclats de rires et des huées, lui jetaient aux jambes les gros sous qu'ils avaient reçus.

Messieurs du trône et de l'autel prennent-ils donc les sans-culottes pour des courtisans qui tiennent leur enthousiasme aux enchères ? Que M. de Chambord demeure en repos ; il n'y a pas de peuple à vendre pour le moment !

Louis-Napoléon Bonaparte a été admis par l'Assemblée nationale comme Représentant du peuple, en attendant mieux ! Le prince (comme dit M. Jules Favre, un républicain d'un rouge perfide qui tourne au bleu), le prince donc est étranger, dit-on, à toutes les manœuvres anarchiques et réactionnaires qui nous inquiètent depuis quelques jours. Quoi qu'il en soit, que les génies de la Commission exécutive nous permettent de leur donner un conseil. Si jamais le prince met la République en péril, qu'on fasse un appel aux sans-culottes, qu'on ouvre les cachots de Vicennes, et tout sera dit. Qu'on ne craigne point d'en venir là ; les républicains savent oublier les persécutions et ne se souvenir que de la patrie.

Une correspondance particulière nous affirme que dans quelques départements du Midi, les populations se soulèvent, refusent de payer l'impôt des 45 c., et demandent l'application de la mesure révolutionnaire qui a tant fait d'ennemis à Barbès dans la funeste journée du 15 mai. *Qu'on prenne de l'argent où il y en a*, disent les paysans soulevés.

Cette nouvelle a besoin de confirmation.

Nous croyons devoir dénoncer à l'indignation de tous les vrais amis de la République démocratique les paroles qu'un certain Sevaistre, député de je ne sais où, a prononcées à l'Assemblée nationale, dans la séance du 12. Il a dit qu'il existait une conspiration permanente des clubs (il n'a pas dit contre qui, contre quoi) ; que les attroupements n'étaient que le symptôme du mal dont les clubs étaient le foyer ; qu'enfin il ne pouvait admettre le droit de correspondance et d'affiliation de tous les clubs de France entre eux.

Au nom des vrais sans-culottes, nous protestons de toutes nos forces contre des déclarations perfides qui tendent à faire croire que les rassemblements bonapartistes sont organisés et fomentés par des républicains qui cachent leur drapeau. M. Sevaistre croit-il donc, pour se permettre à la tribune ces calomnieuses plaisanteries, qu'il n'y a à l'Assemblée nationale que des abonnés du *Constitutionnel* ?

Nous protestons aussi et surtout contre la prétention ridicule d'ôter aux clubs le droit de correspondre et de s'affilier. Organiser l'affiliation des clubs, c'est organiser la manifestation de l'opinion publique dans toute la France, et nous répondrons dans un prochain numéro à M. Sevaistre par un projet d'association de tous les corps démocratiques français.

Voici un curieux échantillon des sentiments et des lumières que les travailleurs livrés aux tribunaux pour le prétendu délit de coalition, rencontraient dans les magistrats chargés de les juger.

Dans le chef-lieu d'un département du Midi, les ouvriers charpentiers s'étaient mis en grève. Les gendarmes furent lancés à leurs trousses, et ils arrêtèrent quelques-uns de ces malheureux, non pas sans doute des plus malins, comme on dit dans les journaux judiciaires, mais de ceux à qui le travail et la misère avaient ôté la force ou la volonté de fuir. Interrogés à l'audience, les prévenus donnaient tous pour motifs à leurs réclamations, que le salaire fixé par les maîtres était insuffisant pour leur procurer de quoi vivre.

« Je ne comprends pas la persistance que les ouvriers mettent à s'excuser par ce prétexte, » leur répondait le président. — Il est clair que dans notre pays, un ouvrier peut vivre avec 7 sous par jour.

Ce même magistrat, administrateur de l'hospice des Enfants-Trouvés, en 1847, lorsqu'on était au plus fort de la disette qui nous désola pendant cette année, demandait si l'on ne pourrait pas faire du pain, pour les enfants de l'hospice, avec de la paille hachée et du son.

Voilà un homme qui est loin d'être mûr pour la pratique de la fraternité. M. Crémieux l'a destitué des premiers jours de la Révolution ; c'est, ou peu s'en faut, tout ce qu'il a fait de bon pendant son ministère.

Le Gérant, DARROUX, ouvrier.

Imprimerie Bonaventur et Ducésois, 55, quai des Augustins.